

CGV – VENTE AUX PATRICULIERS

Les présentes Conditions de Générales de Vente (CGV) sont applicables dans le cadre de la vente aux particuliers (personnes ne faisant pas l'objet d'une identification SIREN en France ou d'un N° intracommunautaire à l'étranger) ci-après « **le Consommateur** ou le **Client** » effectuées par SAS Michel REDDE et Fils, 1 La Route Bleue, RN7, 58700 Saint-Andelain, France, Siren 329779284, ci-après nommé « **le Vendeur** ». Elles sont accessibles sur l'ensemble des documents contractuels adressés au **Consommateur** et sur le site internet du **Vendeur** : www.michel-redde.com. Elles sont aussi accessibles, ainsi que le catalogue tarifaire, remis annuellement à jour, destiné aux **Clients**, sur simple demande à lamonyerie@michel-redde.com ou à l'adresse postale. Un exemplaire de ces documents est aussi à disposition sur le comptoir de vente.

Toute prise de commande suppose une consultation préalable des présentes conditions générales.

Le **Consommateur** reconnaît être parfaitement informé du fait que, son accord concernant le contenu des présentes conditions générales ne nécessite pas la signature manuscrite de ce document, que sa commande s'exerce par correspondance, sur place ou dans le cadre d'un salon.

Le **Consommateur** déclare avoir la pleine capacité juridique de s'engager au titre des présentes conditions et notamment être en âge d'acheter ou de consommer de l'alcool.

Article 1 : Intégralité

Les présentes conditions générales expriment l'intégralité des obligations des parties. En ce sens, le **Consommateur** est réputé accepter, sans réserve, l'intégralité des dispositions prévues par les présentes conditions générales. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par le consommateur ne pourra s'intégrer aux présentes, dès lors que ces documents seraient incompatibles avec ces conditions générales.

En cas de contradiction entre les dispositions contenues dans les CGV avec un quelconque autre document remis au **Consommateur**, seules les présentes CGV s'appliqueront.

Article 2 : Objet

Les présentes CGV ont pour objet de définir les droits et obligations des parties dans le cadre de la vente des biens proposés par le **Vendeur** au **Consommateur**, au domaine ou sur les salons, et par correspondance.

Article 3 : Documents contractuels

Le présent contrat est formé par les documents contractuels suivants : les présentes CGV ; le bon de commande pouvant résider en un courrier, mail ou téléphone, la confirmation de commande. Cette dernière communique : les présentes CGV, les quantités, le prix des bouteilles ainsi que le prix et la date estimée de livraison. La confirmation de commande devra être expressément acceptée par le consommateur sous 48 heures ouvrées. A compter de cette acceptation expresse, le contrat sera réputé définitif. Pour les ventes au **Domaine**, ou la vente pendant les salons et foires, avec enlèvement immédiat, la commande, est orale et ne nécessite pas l'émission d'une confirmation de commande, le **Consommateur** étant tenu de vérifier à l'enlèvement la conformité de la prestation avec sa commande.

Article 4 : Entrée en vigueur et durée

Les présentes CGV sont appliquées dès la commande ou dès l'entrée du **Consommateur** dans le chai ou sur le stand en cas de salon et, ceci, pour la durée nécessaire à la fourniture des biens et services souscrits, jusqu'à l'extinction des garanties dues par le **vendeur** et réalisation des engagements du **Consommateur**.

Article 5 : Preuve de la transaction

Les registres informatisés, conservés dans les systèmes informatiques du **Vendeur** dans des conditions raisonnables de sécurité, seront considérés comme les preuves des communications, des commandes et des paiements intervenus entre les parties.

L'archivage des bons de commande et des factures est effectué sur un support fiable et durable pouvant être produit à titre de preuve.

Article 6 : Informations sur les produits

6-a : Le **Vendeur** présente sur son site web les produits à vendre avec les caractéristiques nécessaires qui permettent de respecter l'Article L 111-1 du Code de la consommation, qui prévoit la possibilité pour le **Consommateur** potentiel de connaître avant la prise de commande définitive les caractéristiques essentielles des produits qu'il souhaite acheter. Les prix et les délais de livraison sont communiqués lors de la confirmation de commande ou de l'entretien de vente au domaine ou sur le salon. Dans ce dernier cas, si l'envois est différé de plus de 48h, une confirmation de commande sera adressée au **Consommateur**.

6-b : Les offres de vins présentés sur son site et au domaine et sur salons, par le **Vendeur**, ne sont valables que dans la limite des stocks disponibles.

Article 7 : Prix

Les prix par bouteille, ou par lot, indiqués lors de l'entretien ou sur la confirmation de commande, en euros, toutes taxes comprises, sont les prix « particuliers » disponibles au domaine ou sur demande. Ce catalogue est mis à jour et diffusés, chaque année, aux **Consommateurs** ayant autorisé l'utilisation de leurs données à cette fin. Pour des raisons qui lui sont propres, le **Vendeur** peut à tout moment modifier son catalogue tarifaire annuel et en informera ses **Clients** habituels et récurrents.

Les remises et prix spéciaux consentis par rapport au catalogue n'engagent le **Vendeur** que dans un délai de 48 heures après envoi au **Consommateur** de la confirmation de commande. Dans tous les cas, les prix ne tiennent pas compte des frais de d'expédition. Le paiement de la totalité du prix et des frais doit être réalisé dans les 48 heures de la confirmation de commande et vaut, à lui seul, acceptation de cette dernière. A aucun moment, les sommes versées ne pourront être considérées comme des arrhes ou des acomptes.

Article 8 : Mode de paiement

8-a : Pour régler sa commande, le **Consommateur** dispose, à son choix, de l'ensemble des modes de paiement visés au sein de la confirmation de commande. Les règlements au domaine ou sur salons s'effectuent en espèces (dans la limite des dispositions légales en vigueur à la date de l'achat) ou par Carte Bancaire. Le **Vendeur** se réserve le droit de refuser les chèques et, en cas d'acceptation d'un règlement par chèque, la livraison sera effectuée après bon encaissement de ce dernier.

8-b : Le **Vendeur** se réserve le droit de suspendre toute gestion de commande et toute livraison en cas de refus d'autorisation de paiement par carte bancaire de la part des organismes officiellement accrédités ou en cas de non-paiement.

8-c : Il se réserve également le droit de refuser d'effectuer une livraison ou d'honorer une commande émanant d'un **Consommateur** qui n'aurait pas réglé totalement ou partiellement une commande précédente ou avec lequel un litige de paiement serait en cours d'administration.

Article 9 : Pénalités

En cas de délai de règlement accordé par le **Vendeur**, ou d'impayé, les sommes dues entraîneront de plein droit l'application d'un intérêt conventionnel calculé selon le taux d'intérêt de la BCE majoré de 10 points et d'une clause pénale correspondant à 10% forfaitaire du montant de la créance ; ces majorations sont exigibles le jour suivant la date d'échéance de facture, sans qu'un rappel ne soit nécessaire. En cas de procédure judiciaire, une indemnisation complémentaire sur justificatifs de tous autres dommages intérêts et frais ainsi que des dommages intérêts pourront être demandés.

Article 10 : Disponibilité des produits

La commande sera exécutée au plus tard dans un délai de 5 jours à compter du jour suivant celui où le **Consommateur** a accepté la confirmation de commande et en a effectué le règlement. En cas d'indisponibilité du produit commandé, le **Consommateur** sera informé, au plus tôt, dans la confirmation de commande avec indication des produits substituables. Il aura la possibilité d'annuler ou modifier sa commande sous 48 heures. Cette modification valant commande ferme. En cas d'indisponibilité des produits commandés et pré-règlement intervenu avant la confirmation de commande, le **Consommateur** aura alors le choix de demander soit le remboursement des sommes versées, soit d'affecter ces sommes à un produit de remplacement, moyennant le règlement ou le remboursement des différences de prix constatées. Le règlement du trop-perçu sera effectué dans un délai de 30 jours à compter de l'annulation ou de la modification de commande sous condition que le **Consommateur** ne soit pas débiteur d'une dette vis-à-vis du **Vendeur**, auquel cas il autorise expressément ce dernier à affecter les sommes trop perçues au remboursement de sa dette antérieure.

Article 11 : Modalités de livraison

Les produits sont livrés à l'adresse indiquée par le **Consommateur** sur son bon de commande. Il prendra le soin de vérifier l'exactitude de cette adresse sur la confirmation de commande adressée par le **Vendeur**. Le **Consommateur** est tenu de vérifier l'état de l'emballage de la marchandise à la livraison et de signaler les dommages dus au transporteur sur le bon de livraison, ainsi qu'au **Vendeur**, dans un délai d'une semaine. L'adresse de facturation est par défaut l'adresse de livraison. Le **Vendeur** se réserve le droit de retarder la livraison ou de refuser la dissociation entre adresse de livraison et adresse de facturation tant que l'encaissement du prix n'aura pas été effectué.

Les frais de port et d'emballage dépendent du nombre de bouteilles et de colis qui sont indiqués dans la confirmation de commande avec le prix afférent.

Délais de livraison :

Le délai de livraison est de 10 jours ouvrés, ce délai est calculé à compter de l'encaissement du prix et des frais liés à l'expédition.

Les délais de livraison sont donnés en toute bonne foi sur la base des délais moyens constatés sans tenir compte de la saisonnalité (ponts, fin d'année) et sans engagement du **Vendeur** qui n'acceptera aucune demande d'indemnités ni de pénalités.

Article 12 : Problèmes de livraison ou du fait du transporteur

Toute anomalie concernant la livraison (avarie, produit manquant par rapport au bon de livraison, colis endommagé, produits cassés...) devra être impérativement indiquée sur le bon de livraison sous forme de « réserves manuscrites », accompagnée de la signature du **Client**. Ce dernier devra parallèlement confirmer cette anomalie en adressant au transporteur dans les deux (2) jours ouvrables suivants la date de livraison un courrier recommandé avec accusé de réception exposant lesdites réclamations. Le **Consommateur** devra transmettre copie de ce courrier par mail lamonyerie@michel-redde.com ou par simple courrier au **Vendeur**, à SAS Michel REDDE et Fils, 1 La Route Bleue, RN7, 58700 Saint-Andelain, France.

Article 13 : Erreurs de livraison

13-a : Le **Consommateur** devra formuler auprès du **Vendeur** le jour même de la livraison ou au plus tard le premier jour ouvré suivant la livraison, toute réclamation d'erreur de livraison et/ou de non-conformité des produits en nature ou en qualité par rapport aux indications figurant sur le bon de commande. Toute réclamation formulée au-delà de ce délai sera rejetée.

13-b : La formulation de cette réclamation auprès du **Vendeur** devra être effectuée par mail avec demande d'accusé réception, ou courrier suivi.

13-c : Toute réclamation non effectuée dans les règles définies ci-dessus et dans les délais impartis ne pourra être prise en compte et dégradera le **Vendeur** de toute responsabilité vis à vis du **Consommateur**.

13-d : A réception de la réclamation, le **Vendeur** proposera l'échange ou le remboursement du ou des produit(s) concerné(s) et par téléphone au **Consommateur** qui en acceptera les modalités. Cet entretien téléphonique fera l'objet d'une confirmation par mail par le **Vendeur**.

13-e : Les produits à échanger ou à rembourser devront être retournés au **Vendeur** dans leur ensemble et dans leur emballage d'origine, en Colissimo Recommandé, à l'adresse suivante : Domaine Michel REDDE, SAS Michel REDDE et Fils, 1 La Route Bleue, RN7, 58700 Saint-Andelain, France.

Article 14 : Garantie des produits

Les marchandises livrées par le **Vendeur** sont garanties loyales et marchandes. Au titre de garantie du **Vendeur**, la seule obligation incombant à ce dernier est le remplacement ou le remboursement du produit reconnu défectueux par ses services. Les défauts et détériorations provoqués par le temps et/ou l'usure naturelle, par un accident extérieur (stockage inadapté, manque de soin, utilisation inadéquate) sont exclus de la garantie.

Article 15 : Droit de rétractation

15-a : Conformément à l'article L121-20-12 le droit de rétractation ne s'applique pas aux contrats exécutés intégralement par les deux parties à la demande expresse du **Consommateur** avant que ce dernier n'exerce son droit de rétractation ; le **Consommateur** passant commande au chais ou sur un salon ou une foire est réputé renoncer définitivement à son droit de rétractation ; Le droit de rétractation s'applique donc à toute commande non urgente passée par un particulier, à l'exception des contrats passés au domaine ou à l'occasion de foires ou de salons commerciaux ;

15-b : Le **Consommateur** ayant effectué une commande par téléphone, mail ou courrier dispose d'un délai de quatorze jours calendaires révolus pour exercer son droit de rétractation, sans avoir à justifier de motif ni à supporter de pénalités. Ce délai court à compter du jour d'acceptation de la confirmation de la commande du **Consommateur**. Il signalera dans le délai de 14 jours, au Service Client du **Vendeur** par mail ou courrier (cachet de la poste faisant foi) aux adresses suivantes : lamonyerie@michel-redde.com, SAS Michel REDDE et Fils, 1 La Route Bleue, RN7, 58700 Saint-Andelain, France, sa volonté d'user de son droit de rétractation. Il pourra, après cette information préalable, retourner à ses frais, en recommandé ou par transporteur, les produits ne lui convenant pas.

15-c : Seuls seront repris les produits complets, renvoyés dans leur ensemble, dans leur emballage d'origine complet et intact, et en parfait état de revente.

Tout produit qui aura été abîmé, ou dont l'emballage d'origine aura été détérioré, ne sera ni remboursé ni échangé.

15-d : Ce droit de rétractation s'exerce sans pénalité, à l'exception des frais de retour.

15-e : L'exercice du droit de rétractation permet au **Consommateur** de demander soit le remboursement des sommes versées, soit l'échange du produit. Dans le cas d'un échange, la réexpédition se fera aux frais du **consommateur**. En cas d'exercice du droit de rétractation, le **Vendeur** remboursera le **Consommateur** dans un délai de 30 jours maximum par crédit de son compte bancaire (transaction sécurisée) en cas de paiement par carte bancaire, ou dans les autres cas, par chèque ou virement.

Article 16 : Force majeure

Aucune des deux parties n'aura failli à ses obligations contractuelles, dans la mesure où leur exécution sera retardée, entravée ou empêchée par un cas fortuit ou une force majeure. Sera considéré comme cas fortuit ou force majeure tous faits ou circonstances irrésistibles, extérieurs aux parties, imprévisibles, inévitables, indépendants de la volonté des parties et qui ne pourra être empêché par ces dernières, malgré tous les efforts raisonnablement possibles. La partie touchée par de telles circonstances en avisera l'autre dans les dix jours ouvrables suivant la date à laquelle elle en aura eu connaissance. Les deux parties se rapprocheront alors, dans un délai d'un mois, sauf impossibilité due au cas de force majeure, pour examiner l'incidence de l'événement et convenir des conditions dans lesquelles l'exécution du contrat sera poursuivie. En cas de force majeure d'une durée supérieure à trois mois, le contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des parties par simple courrier ou mail, sans aucune formalité, ni compensation à l'autre partie. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et des tribunaux français : le blocage des moyens de transports ou d'approvisionnements, tremblements de terre, incendies, tempêtes, inondations, foudre ; l'arrêt des réseaux de télécommunication ou difficultés propres aux réseaux de télécommunication externes aux clients.

Article 17 : Non validation partielle

Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Article 18 : Non renonciation

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre partie à l'une quelconque des obligations visées dans les présentes CGV ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

Article 19 : Loi applicable

Les présentes CGV sont soumises à la loi française. Il en est ainsi pour les règles de fonds comme pour les règles de forme. En cas de litige ou de réclamation, le **Consommateur** s'adressera en priorité au **Vendeur** pour obtenir une solution amiable. Dans un second temps et en cas de recours, le **Consommateur** pourra déposer une réclamation par lettre auprès du médiateur dont les coordonnées seront communiquées par le **Vendeur** à première demande.

Article 20 : Informatique et libertés - RGPD

Les informations recueillies sur le **Client** font l'objet d'un traitement informatique réalisé par le **Vendeur** lui-même et sont indispensables au traitement de sa commande. Ces informations et données personnelles sont également conservées à des fins de sécurité, afin de respecter les obligations légales et réglementaires. Elles seront conservées aussi longtemps que nécessaire pour l'exécution de la commande jusqu'à complète exécution des parties, et pour communiquer au **Consommateur**, si ce dernier ne s'y est pas opposé, la mise à jour du tarif annuel et les offres spéciales. Le responsable du traitement des données est Monsieur **Sébastien Redde**, lamonyerie@michel-redde.com, SAS Michel REDDE et Fils, 1 La Route Bleue, RN7, 58700 Saint-Andelain, France. L'accès aux données personnelles sera strictement limité aux employés du **Vendeur**, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions. Les informations recueillies pourront éventuellement être communiquées à des tiers liés à au **Vendeur** par contrat pour l'exécution de tâches sous-traitées, sans que l'autorisation du **Client** ne soit nécessaire. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, et par le Règlement Européen n°2016/679, le **Client** dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, et de portabilité des données le concernant, ainsi que du droit de s'opposer au traitement pour motif légitime, droits qu'il peut exercer en s'adressant au responsable de traitement à l'adresse postale ou email mentionnée ci-dessus, en joignant un justificatif de son identité valide. En cas de réclamation, le **Client** peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).